



LA MAUVAISE FOY

N°3

MIEUX VAUT UN PETIT CHEZ SOI QU'UN GRAND MATABIAU !

feuille de chou ANTI TESO : 50 cts

Un truc a changé dans le projet TESO : non, il ne s'agit pas de l'abandon de ce projet mortifère, ni de sa reconversion en un quartier populaire convivial, ils veulent toujours nous coller un quartier d'affaires de la mort. C'est juste le nom qui change : « Grand Matabiau Quais d'Oc ».

Merci les chargé-es de com' de la Nécropole qui nous régale d'un « comme des ondes, l'innovation se répand, et se développe pour impacter positivement les environs. » LOL !

Les projets en Euro (Euralille, Europacity, ...) n'ont plus la cote, on dirait. Une conséquence de l'abandon de l'absurde Europacity? (yupi pour le triangle de Gonesse !).

Est-ce une tentative maladroite de se mettre dans la poche les défenseur-ses de la culture locale ? Cela reste un quartier d'affaires gigantesque, dégueulasse, avec 60 terrains de foot de bureaux, de boutiques de grandes enseignes standardisées. Cela reste un quartier où la hausse des loyers va dégager les personnes y habitant actuellement, pour dérouler le tapis rouge aux spéculateurs et aux riches. Cela reste un projet aux conséquences désastreuses et nous n'en voulons toujours pas !

La ficelle est bien trop grosse, et personne ne se laissera embobiner : il ne s'agit pas de « défendre l'histoire locale ». Il s'agit d'uniformiser, pétrifier la ville, comme dans bien d'autres avant.

La Déclaration d'Utilité Publique a été adoptée en décembre 2019 et les pelleteuses avancent dans l'avenue de Lyon. Les gravats donnent un coup au moral, pourquoi se le cacher ? Un moral déjà pas au top au vu de la dégradation du quartier et de l'inexorable marche du projet. Combien de fois on entend « à quoi bon ? », « de toute façon il vont le faire leur projet », « on peut rien contre eux »... Et nous ne sommes pas assez politicien-nes pour vendre la promesse d'une victoire certaine. Et pourtant, peut-être que quelque soit le résultat nous avons quelques choses à prendre, à arracher à la morosité

ambiante : un peu de force collective. Se connaître et se reconnaître dans des envies communes et des difficultés similaires, ou au moins des accroches sur comment on voit les choses comment on veut nos vies ?

« Comme des ondes, l'innovation se répand, et se développe pour impacter positivement les environs. »

En tous les cas ne pas laisser prise aux spéculateurs, promoteurs, élus et technocrates qui ont fait leur beurre sur la division, l'atomisation, la solitude. Ceux qui ont muré les fenêtres les unes après les autres, acheté à vil prix les appartements, les ont laissés pourrir, ceux pour qui nous ne sommes que des chiffres. Les associations qui ont négocié le projet urbain en oubliant ceux qui pouvaient être attachés à ce bout de ville comme les décideur-ses qui depuis plus de 10 ans ont projeté leurs délires mégalo sur un endroit

encore pas cher et pas pire qu'un autre pour trouver sa part de soleil.

Peut-être qu'on n'arrêtera pas le projet, ou peut être seulement en partie, mais...

Nous avons tout à gagner à nous rassembler !



La situation du logement dans la zone à détruire

En octobre et novembre 2019 nous avons arpenté le quartier pour connaître la situation des personnes qui y habitent. Armé-es d'un questionnaire et bien emmitouflé-es nous étions aussi les émissaires d'une invitation pour une assemblée logement le 17 novembre 2019. Petit retour sur cette séquence, ce qu'elle nous a appris, ce qu'elle nous donne comme perspectives.

En septembre, lors du café de rentrée, un groupe de gens est arrivé. Ils et elles venaient de s'installer dans le quartier, avenue de Lyon, avec un bail signé avec un privé. Nous apprenions que l'on pouvait s'installer encore dans la zone, que non, l'EPFL n'avait pas encore prise sur tout. Et aussi nous nous rendions compte que nous aussi nous avons succombé à la force de l'idée de projet : nous avons cédé le présent à l'avenir. Nous étions fixé-es sur la contestation du projet à venir obliant la vie quotidienne, les journées qui passent, les tracas ordinaires avec les propriétaires privés ou public ou la gestion des parties communes. Nous avons donc concocté un questionnaire pour aller à la rencontre du présent. Malgré de nombreux appels publics nous n'avons été qu'une poignée mais nous étions plus de 50 le 17 novembre et le résultat est loin d'être négligeable. Parlons-en justement.

RETOUR SENSIBLE SUR LA VISITE DU QUARTIER

C'était un exercice assez intimidant de prime abord. Il fallait entrer dans les immeubles avec l'appréhension d'être pris-es pour d'horribles agent-es immobilièr-es. Et puis rapidement, en engageant la conversation, on réalise que la plupart des habitant-es sont en demande, que ce soit d'informations ou de perspectives. Il y a encore du monde qui vit dans la zone, certains immeubles habités sont dans un état d'entretien plutôt correct, globalement les plus décrépis et moins bien entretenus au quotidien (réparations, poubelles, ...) semblent être ceux en partie ou totalement rachetés par l'EPFL. Le contraste entre des intérieurs pimpant et bien aménagés et les parties communes en piteux état est parfois saisissant.

Certains immeubles sont dans un état extrêmement insalubre notamment sur le secteur de l'avenue de Lyon. Il semble même que certain-es, propriétaires, ou ancien-nes proprio, en profitent pour exploiter la misère (vendeur de sommeil). La grande majorité des appartements inhabités sont équipés de portes anti squatt. Il y a aussi pas mal d'associations qui logent des personnes en galères. Nous avons pu identifier plusieurs appartements dans au moins trois immeubles : l'association La Passerelle, le foyer des jeunes travailleurs, le Refuge, les services sociaux de la mairie. Si on ajoute à cela la « boutique solidarité » rue des jumeaux et le point de distribution de repas du Raisin, la destruction de ce morceau de faubourg va avoir un impact considérable sur les structures de solidarité avec les plus démunis.

Parfois, les habitant-es qui nous ouvrent s'interrogent sur leur avenir dans tout ça, gagné-es par la résignation, elles et ils n'envisagent pas la possibilité de s'opposer, le projet et les autorités décisionnaires semblent tellement titanesques et imperturbables. D'autres tiennent un discours plus combatif, envisagent de poser des recours déclarant qu'elles veilleront à bien faire respecter leurs droits en termes de relogement. Quoi qu'il en soit, dans tous les cas, l'accueil est bon, les discussions sont riches, parfois enflammées. On sent qu'il manque un collectif dans cette affaire, un lien, quelque chose qui permettrait aux habitant-es de communiquer, de réaliser qu'elles ne sont pas seul-es.

RETOUR DE L'ENQUÊTE

Nous aurions aimé apporter des chiffres complets mais malheureusement nous avons manqué de monde pour arriver à faire un panorama exhaustif. Il y a pourtant des éléments qui font sens. Les personnes sont dans le quartier depuis moins d'un an jusqu'à 50 ans. De plus en plus d'appartements sont occupés sur des baux précaires et par des populations récemment arrivées, qui même si elles sont attachées à la centralité du quartier n'en sont pas moins préparées, dès leur arrivée, à devoir en partir. Il y a encore beaucoup de propriétaires privés, moins du tiers des appartements visités appartenaient à l'EPFL et ce tous secteurs confondus. Il y a encore des propriétaires habitant-es et des locataires et locatrices sur des baux normaux. La quasi-totalité des personnes interrogées souhaiteraient rester dans le quartier. Parce qu'il est « central » et « bien situé » et qu'il est « populaire ». Pourtant, ils et elles constatent la dégradation du quartier, le trouvant plus « abandonné » qu'insalubre. Les appartements sont considérés comme corrects voir agréables, parfois des soucis émergent et la question de l'entretien peut être conflictuelle avec le propriétaire. Là encore, l'EPFL ne brille pas par sa rapidité à accomplir ses obligations.

Nous avons découpé la zone à détruire en plusieurs secteurs et, de toute évidence, l'impact du projet n'est pas le même partout, deux zones se dessinent :

Cheminots-S' laurent de plus en plus de maisons fermées. Une augmentation de la circulation liée aux travaux sur le canal au niveau de la gare. Cette circulation et la dégradation notable

du quartier provoque un fort sentiment de gêne et d'inquiétude. Il y a des immeubles en bon état, certains rénovés entièrement depuis moins de 10 ans. Par exemple, au numéro 14 de la rue S' laurent l'immeuble est pimpant à l'intérieur, refait dans les règles de l'art, mais l'agence en charge de la gestion commencerait à dire aux locataires qu'il leur faut partir. Le risque est que ce secteur soit dégradé de la même façon que l'avenue de Lyon où le processus a commencé il y a plus longtemps.

Avenue de Lyon c'est de ce côté-ci que les personnes sont plus nombreuses à trouver le quartier « insalubre » voire « dangereux ». Il y a souvent cette insistance à dire « maintenant oui c'est dangereux ». Evidemment on retrouve ici les conséquences de la politique de dégradation systématique de l'urbanité du quartier et du bâti depuis 10 ans maintenant.

Surtout, l'absence d'information de la part de la mairie est patente. Si du côté de l'avenue de Lyon certain-es ont vu des gens de la mairie, côté Cheminots-S' Laurent c'est nada. Une seule personne se rappelle d'une lettre qui disait qu'il était possible de passer à la mairie pour se renseigner. Elle s'y est rendu, a vu 3 personnes différentes toutes incapables de renseigner. Ainsi, peu de personne savent quand elles doivent quitter leur logement. Et encore moins le savent du fait de la com-

munication de la mairie ou de l'aménageur Europolia. En plus les dates sont très différentes : si pour certain-es il faudrait partir avant septembre 2020 pour d'autre leur bail serait valable jusqu'à 2023. Du côté de Cheminots St Laurent, personne ne sait, mais certain-es parlent de décembre 2020, ou encore 2022, 2025, 2021... Bref, c'est l'absence totale de prise en charge.

L'ASSEMBLÉE LOGEMENT DU 17 NOVEMBRE 2019

L'un des objectifs de cette enquête était de mobiliser les habitant-es sur leur condition de logement. Nous avons donc prévu frites, ateliers et film pour les gosses à IPN rue des jumeaux pour évoquer les problématiques du quartier. Pas mal de personnes du quartier sont venues mais aussi des personnes du DAL31 et d'une campagne d'occupation et de solidarité. Après un bref retour d'information, nous avons organisé des ateliers pour s'orienter sur des actions concrètes et réalisables, en sont sortis plusieurs axes.

L'information : Le projet avance dans le flou et la situation des personnes sur la zone reste une inconnue. L'impact de l'arrivée de la troisième ligne de métro interroge aussi : est-ce que le marché va demeurer sur la placette ? Que va-t-il se passer avec tous les travaux ?

Comment mieux organiser l'information depuis le café anti TESO ? Refaire des banderoles et des affichages a été proposé et fait depuis, malheureusement la mairie nous fait la guerre et efface et arrache de manière systématique.

Des propositions de réunion d'immeubles, ou par rue ont aussi émergé.

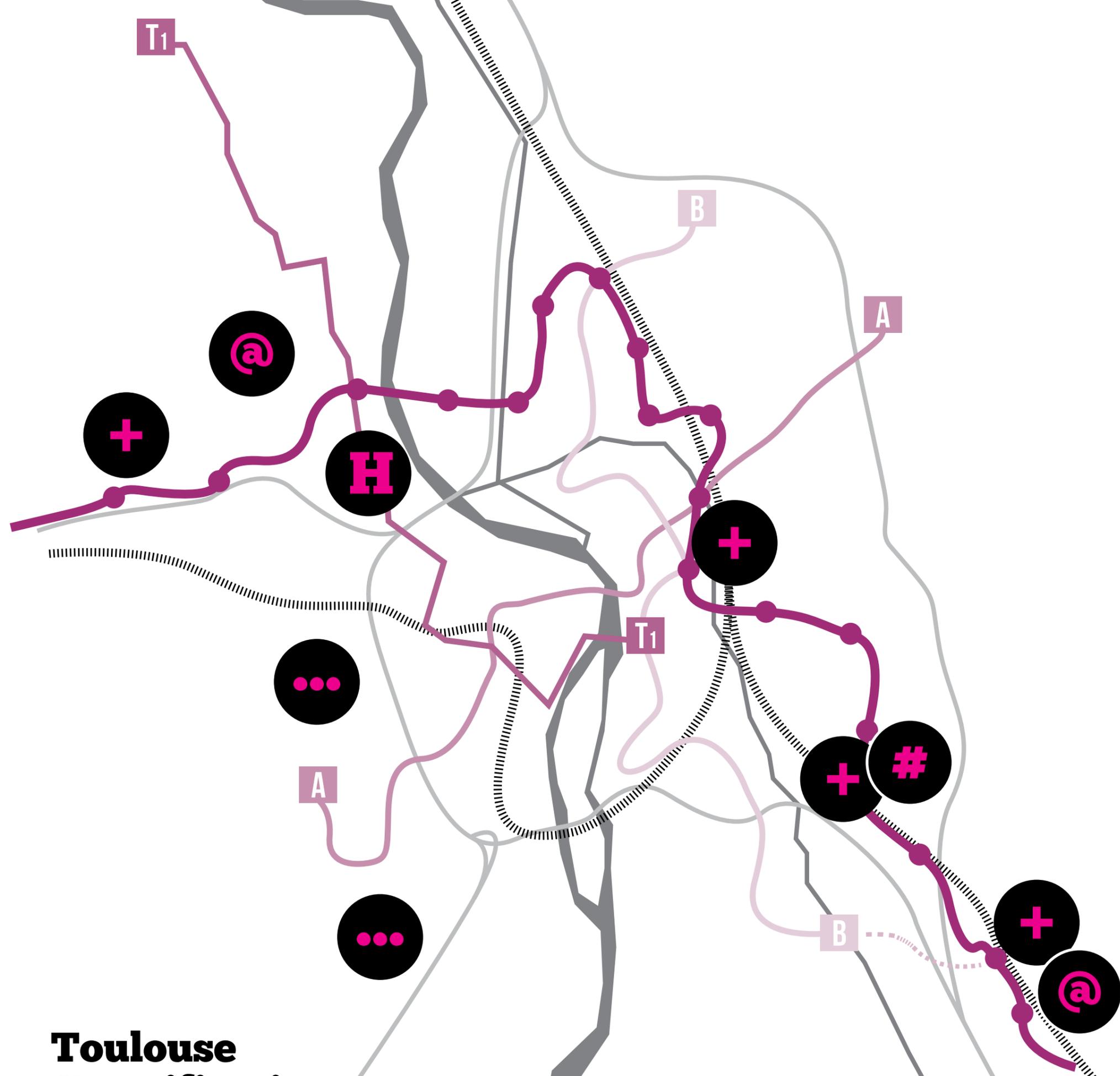
L'action : Une demande pour se rendre visible, allez perturber les inaugurations, visiter les services de la mairie a clairement émergé de l'assemblée. Occuper de manière festive le quartier, lui redonner un peu de couleur et se montrer en ville pour faire savoir que ce quartier n'est pas mort. Que malgré la morosité ambiante, il y a encore des personnes qui y habitent, qu'il y a encore des logements en bon état et donc d'autres gens qui pourraient y habiter.

Pour l'instant, nous nous sommes concentré-es, sur la zone à détruire directement menacée par la déclaration « d'utilité publique » et les expulsions/expropriations/démolitions à venir. Il est évident que l'impact de l'agression sur la ville dépassera largement la zone. Pour monter en puissance pour prendre un peu de cette ville et contrer un peu de cette métropole n'hésitez pas à passer au café anti-TESO il y a toujours un truc à faire.

Ouh TESO,
y a pas
moyen TESO

“ AU TOP
LES NOUVEAUX
AMENAGEMENTS ! ”





Toulouse Gentrification Express

Une petite maison avec jardin c'est le rêve de pas mal de toulousain. Les faubourgs nord à l'ouest de la Garonne des Sept Deniers à Côte Pavée en sont comblés. Il y a aussi des terrains encore à acquérir pour construire sur plusieurs étages et faire de la plus-value. Alors imaginez-vous si une ligne de métro venait à passer par là... Imaginez maintenant que cette ligne relierait plusieurs centres d'« affaires » et des industries dites « de pointe »... Voilà, vous avez la troisième ligne de métro dite Toulouse Aerospace Express. D'Airbus civil à Airbus Defense and space, en passant par le golf des Sept Deniers et la tour d'Occitanie cette ligne est plus qu'un symbole, c'est une machine de guerre au service de la spéculation immobilière.

H L'hôpital reste inaccessible

La ligne 1 du tram et 4 bus normaux (pas de Linéo) sont bien trop lent et insuffisant. Un service public essentiel, d'autant plus que la spéculation immobilière va exiler les structures de La Grave au profit des immeubles de luxe de Kaufman & Broad. Les galérien.nes du centre ville et du Mirail devraient pourtant y avoir un accès facile et rapide.

La Piste des Géants

Nouvel espace de remplissage urbanistique sauvage, le quartier de Montaudran voit s'élever à vitesse grand V des immeubles à la place des friches. Pour la caution culturelle, la Machine y installe sa Piste des Géants. Avec une station de métro sur mesure, cette entreprise très lucrative va pouvoir apporter une touche « sympa ». Il faut dire que la Machine est coutumière du fait : à Nantes, tout en empochant de gras bénéfiques, elle permet d'apaiser les regards mécontents.

+ La fabrique des bureaux

Le bureau est un pur produit métropolitain. Il sert à attirer et à fixer les entreprises employant les cadres à hauts revenus et il est un produit purement spéculatif marqueur du dynamisme économique d'une ville. Cette ligne de métro relie un vaste parc d'immobilier d'entreprises...

>> Concentration des transports sur la ville de Toulouse.

Le périmètre de compétence de TISSÉO est de 115 communes ! De Muret à St-Jory, de St-Lys à Castelmaurou ça en fait du monde... Avec l'investissement mis dans le métro on aurait pu multiplier les lignes de bus en site propre et faciliter la vie de millions de personnes. Si l'entreprise a annoncé un budget de plus de 2 milliards d'euros pour cette ligne ce n'est un secret pour personne que ce sera sans doute 3 milliards.

... Abandon des quartiers populaires du sud

Le grand mirail : de Bagatelle à Bordelongue en passant par Bellefontaine et la Reynerie sont les grands laissés pour compte des transports toulousains. Pourtant ici aussi les gens travaillent dans les bureaux, plutôt que les autres pour y faire le ménage.

@ Airbus Defense and Space

Idéalement desservies par la nouvelle ligne, les entreprises aéronautiques Airbus, ATR et leurs sous-traitants peuvent profiter d'un projet d'ampleur financé par de l'argent public pour y acheminer ses employé-es (pas mal de cadres à hauts revenus), mais aussi les travailleur-ses précaires qui viennent en nettoyer les bureaux, ou y faire des travaux. Bien pratique pour une vaste zone de l'agglomération qui ne sert que des intérêts privés rétrogrades (aviation et armement...).

DES MOTS CROISÉS, OUI ! DÉMOLITION, NON !

VERTICAL

I. Peut-être vague.

II. Salle orange bonne à plastiquer, réservée aux hamsters musclés avec un abonnement mensuel.

III. Quand c'est fini en occitan mais sans le «at».

IV. ... dans le game

V. Comme la route 66 mais version campagnes à la française.

VI. Encore Chauds !

VII. Science de ceux qui mettent des routes le long des arbres pour rendre ta ville «attractive».

VIII. Utilisée pour nous regarder repeindre la ville.

IX. LABRADOZER ; DOBERMAZER

X. Cri de victoire, la dernière pelleteuse est morte.

XI. Un quartier populaire au milieu d'une métropole en gentrification.

XII. Onomatopée en réaction à la chute d'un parpaing sur la tête d'un flic.

XII. Mélioratif pour destruction.

XIV. Y a des costumes, des chars et des confettis zéro déchet.

XV. Se baisser sur ses jambes en mettant les fesses en arrière tout en remettant en question la propriété privée.

HORIZONTAL

1. C'est un fameux bus, fin comme un métro, ... des prix toujours plus haut.

2. Espaces ou meubles angoissant liés aux attachés cases et aux cravates.

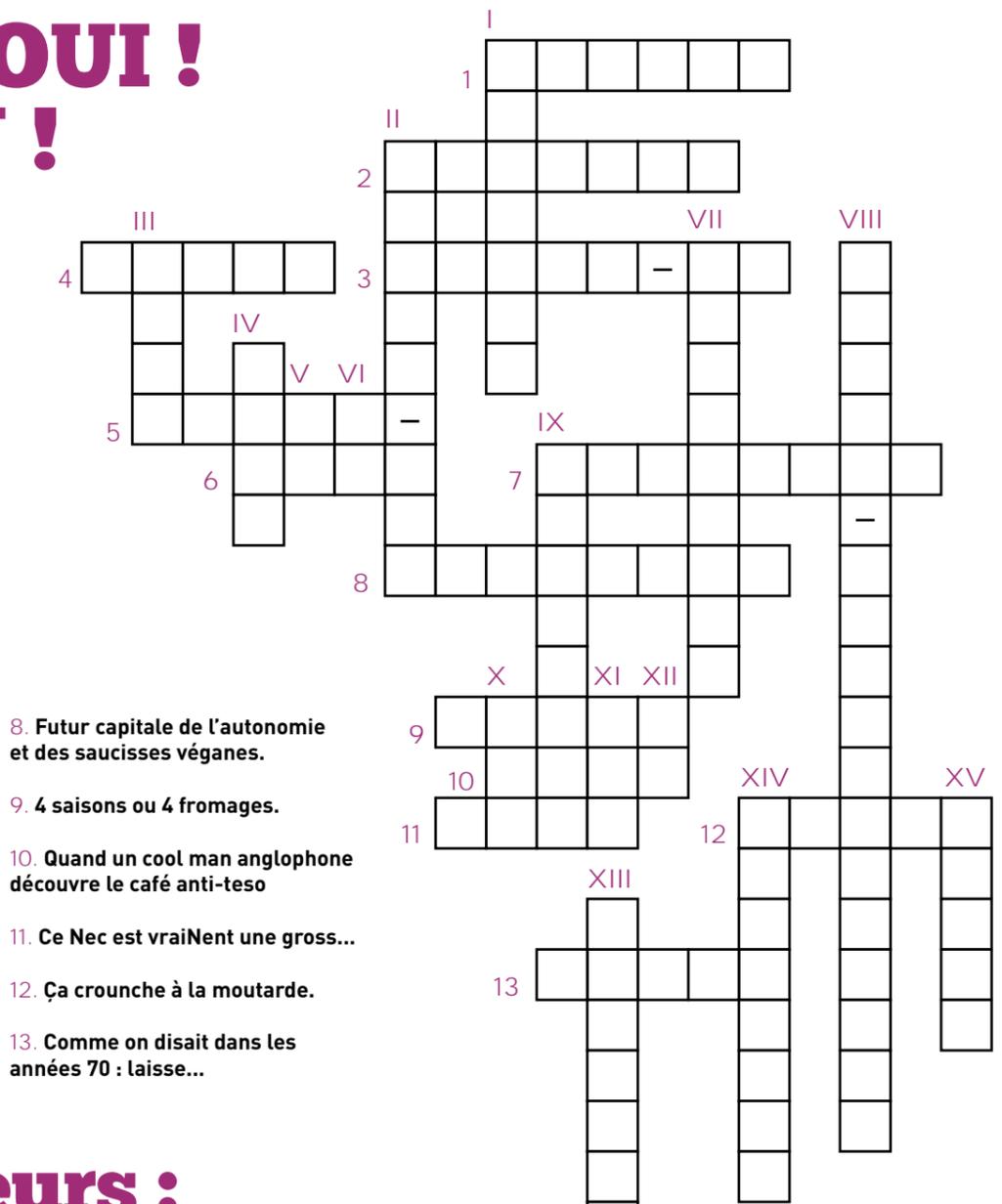
3. Pour certain.e.s la France en est la nation.

4. Famille de gangster ou groupe de politicien au sonorité sicilienne.

5. Potion magique de l'anti-teso.

6. Sauvons Nos Cheminots Fissa !

7. Un quartier honnête.



La gentrification ailleurs : les exemples de Marseille, Dijon et Gonesse

En dehors de Toulouse, la gentrification avance également à plein régime. Les villes de prolos veulent aussi s'asseoir à la table des grandes métropoles européennes. Alors plutôt que rénover ce qui peut l'être, on pète tout et on reconstruit des nouveaux quartiers avec l'aide de grands urbanistes qui eux, savent comment faire pour attirer les populations plus friquées histoire que les centre-villes deviennent des zones où l'argent circule à flot entre les grandes enseignes. Et tant pis si ces villes deviennent des zones mortes, dépourvues de vie autre que celle dévolue à la consommation.

DE MARSEILLE...

Jusqu'au 11 octobre 2018 la place Jean-Jaurès (la Plaine) était le lieu d'un marché tri-hebdomadaire où se rassemblaient 300 forain.e.s. Cette place était un lieu de vie réellement populaire occupée par les marchand.e.s, où les vieux/vieilles habitant.e.s du quartier avaient leurs habitudes et servait de terrain de jeux pour les enfants. C'est la dernière fois qu'elle le sera. Le 16 octobre suivant la SOLEAM (Société Locale d'Équipement et d'Aménagement de l'Aire Métropolitaine), avec l'aide des flics, commence à déposer des blocs de béton autour de la place pour empêcher l'accès. L'objectif est d'affirmer aux riverain.e.s que cet espace n'est plus leur. Mais c'est sans compter la détermination de l'Assemblée de la Plaine qui commence à ouvrir des brèches dans ces murs. La place est réinvestie au nez et la barbe des keufs. Pour débiter ce projet de «requalification» comme il est appelé, la SOLEAM

procède à l'arrachage d'une centaine d'arbres présents sur la place. La détermination des habitant.e.s du quartier ne faiblissant pas, la SOLEAM et la Ville sortent la grande armada avec la pose d'un mur haut de 2.5 m tout autour du périmètre.

Sur le papier, le projet a l'air sympa. Rendre la place aux piéton.n.e.s, en faire un espace de détente, recaser les marchand.e.s dans un espace dédié. Sauf que ce projet a été pensé sans les habitant.e.s du quartier et que celui-ci ne sera pas pour eux/elles. En décidant d'une emprise de travaux jusqu'à 2020 (2021 maintenant) au moins, le chantier signe l'arrêt de mort d'un quartier populaire qui, suite aux nuisances, verra la cessation d'activité d'un paquet de commerces suite à la perte de 50 % de leur chiffre d'affaires, sans parler des 300 forain.e.s qui ne pourront jamais tout.e.s trouver de place au cœur du pauvre espace qui leur sera dédié. L'arrivée attendue de nouvelles enseignes est l'amorce d'une gentrification du quartier et d'une hausse de l'immobilier que ne pourront supporter les résident.e.s actuel.l.e.s qui, en outre, devront se garer dans les parkings souterrains hors de prix aux alentours.

Contre ce projet existe l'Assemblée de la Plaine, active depuis les prémices en 2012. Elle fait paraître un journal intitulé Sous le soleil, la Plaine disponible en téléchargement sur le blog, assembleedelaplane.free.fr

... À DIJON

À Dijon, l'effet métropole permet aux urbanistes locaux de justifier la création d'un nombre incroyable de projets d'habitats alors que la croissance démographique de la ville n'arrive même pas à 0,5%. Le prochain PLU prévoyait la création de 15.000 logements neufs, au détriment d'espaces verts et de terrains vagues, parfois utilisés comme jardins par les habitant.e.s. En plus de densifier le

tissu urbain, ces projets injustifiés contribuent à créer de grands espaces d'orties en périphérie des villes et à désertifier les campagnes en aspirant leur population. Quartier concerné par cette métropolisation celui des Lentillères, construit par les habitant.e.s, où les décisions qui l'affectent sont prises par elleux-mêmes. Trois collectifs agricoles se partagent les terres à cultiver et des marchés à prix libre voient le jour régulièrement. Ces pratiques laissent place à la biodiversité et permettent une saine cohabitation entre de nombreuses espèces.

Mais la Société Publique Locale «Aménagement de l'agglomération Dijonnaise» veille aux grains. Elle a pour objectif l'expulsion de cette population pour construire un éco-quartier baptisé Ecocité Jardin des maraîchers : «un équilibre entre l'homme, la ville et la nature» comme l'annonce la promotion, en fait une architecture laide et grise censée absorber une population dont on ne sait pas d'où elle viendra si l'on en croit les faibles projections démographiques. La phase n°1 était en voie d'achèvement lorsque, au terme d'une lutte de dix années, le Maire de Dijon annonçait l'abandon de la phase 2 de l'éco-quartier et interdisait l'urbanisation de ces précieuses terres maraîchères occupées. La bataille n'est toutefois pas encore gagnée car les 9 hectares du Quartier Libre des Lentillères restent pour l'instant classé comme Zone A Urbaniser (ZAU) dans le nouveau PLU.

EN PASSANT PAR GONESSE...

EuropaCity est le nom d'un gigantesque centre commercial qui devait prendre vie à Gonesse, au nord de Paris (Val d'Oise). Le projet était porté par Alliances & Territoires, nom pompeux supposé apaisant derrière lequel on retrouve le groupe Ceetrus - filiale immobilière du groupe Auchan - et Wanda, géant chinois du divertissement. EuropaCity prévoyait 500 boutiques, une piste de ski artificielle et un aquaparc climatisé sur un espace agricole de centaines d'hectares. Prévu pour ouvrir vers 2027, il devait accueillir 31 millions de visiteurs par an. Sans compter l'aspect pharaonique du projet, l'impact environnemental était incroyable : l'acti-

tivité de l'espace devait générer autant d'énergie qu'une ville de 140 000 habitants et signer l'arrêt de mort de centaines d'hectares de terres fertiles, avoir un impact évidemment

désastreux sur les petits commerces environnants, sans compter l'accroissement démographique que cela devait occasionner dans la zone augmentant d'autant plus l'impact écologique. La course était bien lancée mais le projet a été récemment annulé par Macron sur la pression des opposant.e.s. Cela ne signifie pas qu'un autre ne resurgira pas dans quelques temps, cette annulation ayant rencontré l'opposition des élu.e.s locaux/ales qui avaient flairé la bonne affaire avec cette arrivée de capitaux qui leur aurait permis d'assumer leur folie des grandeurs sous couvert de lutte contre le chômage.

Ces projets différents à la base sont tous menés de la même manière par les pouvoirs publics et les aménageurs/ses. On délaisse les quartiers, les collectivités refusent d'intervenir dans des rénovations/réparations pour rendre les projets programmés incontrôlables. Pour faire passer la pilule, on fait croire à des concertations avec les habitant.e.s, qui ne sont en fait que de grandes opérations de communication ne servant qu'à avaliser les décisions déjà prises en amont. Les populations sont alors mises devant le fait accompli. S'ouvre alors une voie royale pour les aménageurs/ses fin prêt.e.s pour transformer non seulement les lieux de vie mais également agir sur leur composition sociale. Les nouvelles populations, plus aisées, ne regarderont pas trop à la dépense et se sentiront bien à l'abri sous la surveillance des caméras qui ne manqueront pas de faire leur apparition pour assouvir leur soif de sécurité.

